
Le mouvement Ennahda en Tunisie

Saskia Brechenmacher et Caroline Hubbard

Cet étude de cas est un extrait de < Rompre le cycle de l'exclusion dans la création des partis politiques > par Saskia Brechenmacher et Caroline Hubbard.

Ennahda a d'abord vu le jour en Tunisie en 1960 sous forme de mouvement social religieux qui cherchait à faire revivre l'islam dans la société tunisienne.¹ Confronté à d'autres courants sociopolitiques dans les années 1970, le mouvement a progressivement adopté un programme plus politique, et cette évolution a provoqué une dure répression de la part du régime tunisien autoritaire et laïc.² Tout au long des années 1990 et au début des années 2000, Ennahda a été forcé d'opérer dans la clandestinité, car la plupart de ses dirigeants étaient soit emprisonnés, soit en exil.

Après la révolution de 2011 en Tunisie, les dirigeants exilés d'Ennahda sont rentrés au pays et le mouvement s'est déclaré pour la première fois parti politique. Il s'est mis à reconstruire ses structures en s'appuyant sur les réseaux de soutien dont il disposait. Lors des élections de 2011 de l'Assemblée nationale constituante (ANC), le parti a reçu 37 pour cent des voix et est entré dans le gouvernement de coalition.³ Dans la période qui a précédé les élections et les travaux de rédactions de la constitution qui ont suivi, les droits des femmes sont devenus un sujet très controversé. Même avant la révolution, la Tunisie était connue dans la région pour la nature progressiste de son code du statut personnel (qui assurait l'égalité des sexes dans divers domaines du code de la famille), la participation élevée des femmes dans la population active et une série de réformes portant sur l'égalité hommes-femmes. De nombreux laïcs tunisiens craignaient que la montée en force d'Ennahda ne mette ces progrès en péril.⁴

Une analyse plus approfondie du bilan d'Ennahda sur l'intégration de la dimension du genre fait apparaître un tableau plus positif. Confrontés à une forte mobilisation de la société civile, les dirigeants du parti ont appuyé une mesure verticale de parité exigeant des partis qu'ils alternent hommes et femmes candidats sur leurs listes électorales. Ils ont aussi appuyé une loi verticale *et* horizontale sur la parité pour les élections municipales (qui exige que chaque liste alterne entre hommes et femmes candidats *et* que les partis aient le même nombre de listes avec à leur tête un homme ou une femme dans toutes les circonscriptions où ils se présentent).⁵

Le parti a relativement bien réussi à recruter des candidates aux élections et a offert une plateforme aux femmes pratiquantes et rurales qui avaient précédemment été exclues de la politique. Un grand nombre d'entre elles ne se revendiquent pas féministes mais elles s'attachent néanmoins à promouvoir l'autonomisation des femmes. Toutefois, les femmes restent sous-représentées aux postes de direction et sont encore rarement en tête des listes de candidats du parti Ennahda. Elles rencontrent des obstacles à leur avancement et à leur influence, produit d'une société patriarcale et des orientations idéologiques conservatrices du parti. Pour ce qui est des objectifs politiques d'Ennahda, le parti n'est pas monolithique : il compte des tendances modérées et traditionalistes. Tandis que nombre de femmes membres du parti expriment leur attachement aux droits des femmes, le parti a bloqué les réformes d'égalité des sexes, particulièrement en matière d'héritage.

Effets des origines et des caractéristiques internes du parti

En tant qu'adhérents d'un mouvement religieux conservateur, les membres d'Ennahda ont cherché à redéfinir les relations hommes-femmes en fonction des préceptes islamiques. Avant la révolution, la plupart des dirigeants du mouvement étaient des hommes. Deux caractéristiques internes, toutefois, ont contribué à faciliter la prise en compte du genre lors de la création du parti.

Tout d'abord, bien que la plupart des membres d'Ennahda aient recommandé qu'hommes et femmes se conforment aux rôles traditionnels préconisés par les préceptes conservateurs de l'islam, les cadres du mouvement ont assoupli leurs positions sur ces questions pendant la période de répression. Deuxièmement, les rôles informels joués par les femmes au sein d'Ennahda avant la révolution ont accru leur stature et leur influence dans le mouvement pendant la transition politique du pays.

Appui des dirigeants Bien qu'Ennahda ait incarné une vision conservatrice des relations hommes-femmes, ses dirigeants, au début de la période de transition, se sont montrés désireux de faire des concessions sur les droits des femmes et sur d'autres questions de doctrine pour apporter la preuve de leur légitimité démocratique.⁶ Cette attitude pragmatique était le produit d'une évolution progressive. À ses débuts, Ennahda s'est focalisé sur les questions religieuses sans professer de doctrine politique claire. Avec l'expansion du mouvement, diverses factions ont vu le jour : des islamistes progressistes ont plaidé pour un islam réformiste qui a encadré le code du statut personnel de la Tunisie et d'autres protections de l'égalité entre les sexes, affirmant qu'ils étaient compatibles avec la doctrine religieuse, tandis qu'une aile dogmatique liée aux Frères musulmans a considéré que ces réformes étaient contraires à l'islam et imposées par l'Occident.⁷

À partir de 1989, une répression étatique accrue a incité les dirigeants exilés d'Ennahda à la modération idéologique. Cherchant à renforcer leur soutien à l'échelle nationale et internationale, ils ont commencé à orienter leurs exigences sur les droits humains, la liberté religieuse et la démocratie plutôt que sur l'islam politique.⁸ Par exemple, Rachid Ghannouchi, dirigeant d'Ennahda, a commencé à dire publiquement que le code du statut personnel progressiste pour les femmes en Tunisie pouvait être considéré comme compatible avec les préceptes de l'islam.⁹ Cette évolution n'est pas nécessairement arrivée jusqu'à la base du parti : les femmes actives dans le mouvement à cette époque ont remarqué que les débats doctrinaux sur l'égalité hommes-femmes n'étaient pas prioritaires car l'important était de survivre à une dure répression.¹⁰ Le changement de position de Ghannouchi a toutefois signalé une plus grande acceptation de l'égalité hommes-femmes dans la direction du parti.

La modération de la direction s'est avérée cruciale pendant la transition. Au départ, le parti naissant n'avait pas de position claire sur les questions de genre ; les membres n'étaient pas d'accord sur le rôle que la charia devrait jouer par rapport aux droits des femmes et à la politique en général.¹¹ Toutefois, malgré l'orientation conservatrice de nombreux activistes de la base, Ghannouchi, le nouveau chef élu du parti, a appuyé la montée en puissance d'autres pragmatistes dans la direction. Face aux pressions de la société civile sur les droits des femmes, les cadres du parti ont plaidé contre des références explicites à la loi islamique dans la constitution et dans les débats internes du parti, et ils ont insisté sur le fait qu'il fallait appuyer les mesures de parité pour démontrer la modération idéologique du parti et attirer de nouveaux électeurs.¹² En fin de compte, les conservateurs du parti du conseil de la Shura ont largement perdu dans les débats internes, ce qui a mené le parti sur une voie idéologique plus modérée.¹³

Le rôle informel des femmes dans le mouvement Un deuxième facteur qui a déterminé la position d'Ennahda sur la prise en compte du genre a été la participation des femmes au mouvement dans la période prérévolutionnaire. Quand Ennahda est né, la plupart de ses membres étaient des hommes. À la fin des années 1970 et 1980, les femmes membres du parti ont commencé à assumer des rôles plus actifs dans les universités, mais le mouvement n'a jamais mis en place de mécanisme ou structure formels pour promouvoir la participation des femmes, et la direction est restée essentiellement aux mains des hommes.¹⁴ Toutefois, bien que sous-représentées à la direction, les femmes ont joué un rôle capital de supporters, de défenseurs du parti et de canal d'information lors de la répression de l'Etat. Les femmes en exil ont soutenu les prisonniers d'Ennahda et leurs familles, tandis que celles qui étaient restées en Tunisie ont maintenu le mouvement en vie grâce à leurs réseaux sociaux.¹⁵ Elles ont endossé de nouveaux rôles lorsque leurs homologues hommes ont été emprisonnés, notamment en qualité de liaison avec les organisations internationales, de défenseurs des droits des prisonniers et de chefs de famille, souvent en payant un prix personnel très élevé.¹⁶

Ces sacrifices ont accru la visibilité des femmes au sein d'Ennahda; hommes et femmes ont reconnu que les femmes avaient été les « garantes du mouvement » dans la période prérévolutionnaire et le mouvement s'est appuyé sur les réseaux clandestins des femmes pour se reformer après le départ de l'ex-président Zine el-Abidine Ben Ali.¹⁷ Selon une femme dirigeante d'Ennahda, « c'est grâce à la résistance des femmes que le mouvement a pu si rapidement revenir sur la scène en 2011. Quand les hommes étaient emprisonnés, les femmes ont maintenu le mouvement en vie. »¹⁸ Pendant cette période, les expériences des femmes dans les domaines du plaidoyer et de la mobilisation les ont aussi préparées à assumer de nouveaux rôles publics. Avant les élections de 2011, le parti s'est donc appuyé

sur un ensemble de femmes ayant de forts liens sociaux avec le mouvement pour les placer sur ses listes de candidats aux élections.¹⁹ « La période de dictature a servi en quelque sorte de formation pour les femmes », se rappelle une femme parlementaire membre d'Ennahda. Celles qui avaient un passé d'activistes étaient prêtes [pour les élections].²⁰

Effets du contexte de transition

Plusieurs caractéristiques de la transition en Tunisie ont incité le parti à promouvoir la participation politique des femmes. Surtout, l'adoption d'un quota officiel qui a exigé de *tous* les partis qu'ils alternent candidats hommes et femmes sur leurs listes électorales, mais aussi l'engagement constitutionnel de parité hommes-femmes dans toutes les assemblées élues.

Comment le contexte de la transition en Tunisie a-t-il une influence sur ces résultats institutionnels ? D'une part, le départ de Ben Ali a créé une ouverture politique importante qui a permis aux défenseurs de l'égalité hommes-femmes de prôner des réformes institutionnelles. Qui plus est, les organisations des droits des femmes ont effectivement milité pour l'intégration politique des femmes, en assurant une coordination rapide et en s'appuyant sur de solides coalitions avec les syndicats et d'autres pans de la société civile. En outre, les avocates féministes ont assuré la représentation dans les organes de transition chargés de mettre sur pied le nouveau cadre électoral du pays. Ennahda avait intérêt à appuyer leurs propositions de quotas pour signaler l'engagement du parti pour la démocratie et la modération. Enfin, la règle de parité électorale a assuré la représentation des femmes dans l'assemblée nationale constitutionnelle où un grand nombre d'entre elles ont participé aux engagements de parité hommes-femmes, en dépit des difficiles divisions idéologiques du début de la période de transition.

Une ouverture politique importante Le départ de Ben Ali a suscité une transition formelle visant à transformer le système politique tunisien au lieu de simplement faciliter une passation de pouvoir. Ce processus de réformes a offert aux défenseurs de l'égalité des sexes de multiples occasions de prôner l'inclusion politique des femmes, notamment les préparatifs des premières élections démocratiques et la rédaction d'une nouvelle constitution.

Deux caractéristiques de ce processus ont facilité le plaidoyer des femmes : la longueur de la transition et son ouverture relative sur la société civile. Prévues au départ pour durer seulement une année, la procédure de rédaction de la constitution a finalement pris presque trois ans. Cette période prolongée, bien que marquée par une instabilité certaine, a permis de se mettre d'accord sur les questions les plus controversées et a donné le temps aux organisations de femmes de se mobiliser et de réagir à plusieurs dispositions du projet de constitution.²¹ De plus, pendant toute la durée de la

transition, les acteurs politiques sont restés sensibles aux pressions de la société civile qu'ils considéraient comme le moteur de l'ouverture révolutionnaire du pays. « Toutes les parties voulaient être très proches de la société civile », note un de ses dirigeants.²² Cette ouverture a permis aux organisations de femmes de la société civile d'exercer une importante pression extérieure, dans la longue tradition de l'activisme féministe et de réformes d'égalité des sexes en Tunisie.

La mobilisation des femmes dans la société civile Pendant toute la durée de la transition, les groupes de femmes tunisiennes ont été les principaux moteurs de l'intégration des femmes car elles ont demandé l'adoption d'une règle officielle assurant la participation des femmes dans tous les organes de transition et des clauses d'égalité des sexes dans la nouvelle constitution. Leur activisme a fait que pour les partis comme Ennahda, abandonner l'égalité hommes-femmes de leur agenda leur aurait coûté cher.

Les organisations de femmes tunisiennes ont bénéficié d'une longue histoire de mobilisation, ainsi que de solides coalitions avec les syndicats et des groupes de défense des droits humains. Après la révolution, les organisations de femmes influentes telles que L'Association tunisienne des femmes démocratiques ont rapidement formé une coalition pour promouvoir la participation des femmes au processus de transition; elles ont effectivement soutenu que la légitimité révolutionnaire des partis politiques dépendait de leur engagement pour les droits des femmes.²³ Avec les groupes de femmes nouvellement formés, elles se sont mobilisées sur la parité dans les listes électorales des partis avant les élections de l'ANC. Cette mobilisation a aidé les activistes féministes à prôner la parité électorale dans les organes officiels de la transition.

Les groupes de femmes ont continué d'encourager les engagements d'égalité des sexes pendant le processus de rédaction de la constitution ; elles étaient motivées en partie par la peur que les Islamistes ne reviennent sur les avancées obtenues en matière d'égalité des sexes. Après que l'ANC a publié le premier projet de nouvelle constitution qui contenait une clause controversée déclarant que les hommes et les femmes avaient des rôles « complémentaires » dans la famille et non égaux, elles ont organisé une manifestation à grande échelle et réussi à pousser Ennahda à changer le texte du projet. Ce qui est important, c'est que les groupes de femmes étaient soutenues par d'autres parties de la société civile, notamment des syndicats influents et des personnalités clés du gouvernement.²⁴

Les organisations de femmes ont aussi travaillé directement avec les délégués de l'ANC. Elles ont repéré stratégiquement des alliés politiques au sein des partis, y compris Ennahda, et essayé de rehausser leur réputation dans les débats du parti en proposant une aide juridique, réagissant aux projets de rédaction et organisant des réunions de sensibilisation sur les questions de genre.²⁵ L'activisme des femmes dans cette période a assuré que l'égalité des sexes restait inscrite à l'agenda de l'ANC et a encouragé un plus grand engagement sur les questions de genre même parmi les délégués de l'ANC qui manquaient d'un agenda féministe solide.

La représentation des femmes dans les organes de transition officiels Outre la mobilisation des femmes dans la société civile tunisienne, le fait qu'elles aient été représentées dans des organes officiels de transition a été capital pour l'adoption de réformes institutionnelles engageant les partis politiques à une plus grande intégration de la dimension du genre. Au début du processus de transition, la commission chargée de mettre sur pied le calendrier et les règles des élections de l'ANC comprenait des experts féministes. Ben Achour, le professeur à la tête du comité d'experts juridiques de la commission a choisi de façon délibérée plusieurs femmes professeurs, expertes en questions de genre, qui à leur tour ont exercé des pressions pour que d'autres collègues féministes soient incluses.²⁶ Ensemble, elles ont rédigé le décret-loi 2011-35 qui exige des partis qu'ils appliquent la parité dans leurs listes électorales.

Les partis politiques se sont tout d'abord opposés à leur proposition.²⁷ Elles ont particulièrement fait pression sur Ennahda, reconnaissant que l'obtention du soutien des islamistes forcerait les autres partis à modifier leur position. Malgré des désaccords internes, le bureau exécutif national d'Ennahda a fini par voter en faveur de la proposition : face à la pression de la société civile, les dirigeants du parti ont réalisé qu'ils ne pouvaient pas dire non sans porter atteinte à l'image d'acteur favorable aux réformes qui était celle d'Ennahda.²⁸ De plus, avec un réservoir de femmes dans lequel puiser pour les élections, les cadres du parti ont prédit que cette mesure leur serait éventuellement avantageuse.²⁹ À la fin, les activistes féministes ont obtenu une victoire partielle : les partis ont accepté la règle verticale de parité tout en plaçant surtout des hommes à la tête de leurs listes électorales. Étant donné le petit nombre de sièges par circonscription et vu que les voix étaient réparties entre plusieurs partis, les hommes candidats avaient donc toujours une meilleure chance d'être élus.

En dépit de ces failles, la disposition assurait que les femmes représentent un tiers des délégués de l'ANC. Elles ont occupé plusieurs éminentes fonctions et ont participé activement au projet de rédaction.³⁰ Toutefois, une extrême polarisation partisane entre Ennahda et les partis laïcs a, au départ, empêché une collaboration efficace entre partis sur les questions de genre dans l'ANC.³¹ Vu l'importance numérique d'Ennahda, la plupart des femmes déléguées étaient dans ses rangs mais leurs points de vue n'étaient pas nécessairement en phase avec ceux des politiques féministes.³² Les droits des femmes ont particulièrement enflammé les esprits après la publication du premier projet de constitution qui comprenait l'article controversé se référant au statut « complémentaire » des hommes et des femmes. Bien que cette clause ait été abandonnée à la suite de vastes contestations, des désaccords de même nature ont surgi à propos de la relation entre l'État et l'islam telle que formulée dans la nouvelle constitution.

Cependant, des révisions ultérieures du projet ont renforcé les protections des droits des femmes et les divisions partisans autour des droits des femmes ont reculé avec le temps. Au cours de la dernière procédure de vote, un groupe composé en majorité de femmes membres de l'ANC - notamment de nombreuses femmes d'Ennahda - ont réuni leurs forces pour recommander que la constitution

contienne des termes plus stricts concernant l'égalité des sexes, y compris un article révolutionnaire demandant la parité de genre dans tous les organes élus.³³ Avec l'appui de la société civile, elles ont souligné que l'égalité des sexes et la parité étaient un prolongement naturel des idéaux de la révolution, prise de position qui a empêché les partis de s'opposer à cette mesure.

Pour finir, les clauses de la constitution sur l'égalité hommes-femmes ont été adoptées. Plusieurs mois plus tard, l'ANC a aussi réintégré la disposition verticale de parité dans la nouvelle loi électorale, mais les tentatives d'inclure la parité horizontale a échoué. La représentation des femmes dans l'ANC s'est donc avérée importante pour sanctuariser l'engagement d'égalité des sexes en politique tunisienne dans la constitution du pays et dans la nouvelle loi électorale, ce qui a obligé Ennahda et d'autres partis à respecter ces principes sur le long terme.

Difficultés dans les premiers temps de la formation du parti

Depuis la période de transition initiale, les femmes politiques d'Ennahda interrogées pour les besoins de cette enquête ont indiqué qu'elles avaient acquis une plus grande confiance en elles et des aptitudes politiques.³⁴ Un grand nombre parmi elles sont fières du bilan d'Ennahda concernant l'intégration politique des femmes et leur participation à la rédaction de la constitution tunisienne.³⁵ De plus, les femmes du parti, modérées et conservatrices, en sont finalement venues à approuver les quotas électoraux et à en tirer parti pour leur propre avancement.³⁶ Parallèlement, les obstacles à l'intégration de la dimension du genre dans le parti subsistent.

Des normes patriarcales fortement ancrées Les normes patriarcales empêchent encore les femmes d'accéder au pouvoir dans le parti. Le pourcentage des femmes dans les structures internes de parti s'est accru mais les femmes restent sous-représentées dans la direction.³⁷ Au début de 2019, seules six femmes sur vingt-sept faisaient partie du bureau politique du parti.³⁸ « Les femmes restent marginalisées », a déclaré une femme parlementaire d'Ennahda. « Plus on monte dans la hiérarchie, moins les femmes sont nombreuses ». ³⁹ Les femmes cadres et membres du parti subissent aussi le harcèlement verbal, des attaques ciblées sur leur genre dans les médias de la part de leurs adversaires politiques et de leurs collègues dans le parti.⁴⁰ Les hauts-cadres du parti notent que les comportements sociétaux doivent changer pour s'attaquer à ces difficultés mais semblent ignorer le rôle que le parti devrait jouer pour prendre des mesures préventives.⁴¹

Qui plus est, les femmes sont rarement placées en haut des listes d'Ennahda pour les élections, ce qui réduit leurs chances d'être élues au parlement.⁴² (Souvent, un grand nombre de candidats sont en concurrence pour un nombre de postes restreint, donc les chances d'être élu en début de liste sont bien supérieures à celles des candidats placés en fin de liste). Le parti n'a pris aucune disposition pour s'attaquer à ces défis ; les hommes dirigeants affirment que les listes dirigées par des hommes ont plus

de chances de réussite, et ils dénoncent le besoin « de changer la mentalité [des électeurs] ». ⁴³ Ce problème n'est pas seulement celui d'Ennahda. Il reflète en fait l'expérience des femmes dans la plupart des partis tunisiens dominés par les hommes. ⁴⁴ Par exemple, les partis tiennent aussi souvent compte de l'accès des candidats au financement lorsqu'ils choisissent leurs têtes de listes, une pratique qui désavantage les femmes puisqu'elles disposent souvent de ressources inférieures à celles des hommes. ⁴⁵ Les élections de 2019 l'illustrent bien : le nombre des femmes au parlement a reculé de 31 à 22 pour cent malgré la règle verticale de parité. ⁴⁶

Un bilan mitigé sur les réformes relatives au genre Bien qu'hommes et femmes au sein d'Ennahda aient souligné l'engagement du parti envers les droits des femmes, les divisions entre modérés et conservateurs, les craintes du parti de perdre sa base conservatrice, et les hiérarchies internes genrées ont continué de brouiller les prises de position d'Ennahda sur les questions de politique de genre. Depuis la transition, les femmes du parti ont travaillé avec leurs alliés dans d'autres partis pour l'adoption de certains projets de lois progressistes sur la question du genre, notamment une loi de 2016 exigeant la parité verticale et horizontale dans les élections municipales, ainsi qu'une loi protégeant les femmes de la violence domestique et du harcèlement sexuel. ⁴⁷

D'autres questions, comme par exemple la tentative de sanctuariser l'égalité hommes-femmes dans la loi tunisienne sur l'héritage ont été plus controversées, les cadres d'Ennahda ayant adopté une position conservatrice stricte. Les femmes au sein du parti n'ont pas toutes appuyé cette position, bien que rares soient celles qui se sont exprimées publiquement. ⁴⁸ Certaines ont demandé que la question soit débattue ouvertement, même si elles ont critiqué les tentatives des partis laïcs de les taxer de réactionnaires. D'autres ont qualifié le débat sur la réforme de l'héritage d'élitiste et ont souligné qu'il fallait s'emparer d'autres problèmes urgents auxquels les femmes tunisiennes étaient confrontées, comme la pauvreté. ⁴⁹

Notes

- 1 Anne Wolf, *Political Islam in Tunisia: The History of Ennahda* (Oxford: Oxford University Press, 2017), 36.
- 2 Francesco Cavatorta and Fabio Merone, “Moderation through Exclusion? The Journey of the Tunisian Ennahda from Fundamentalist to Conservative Party,” *Democratization* 20, no. 5 (2013), 867.
- 3 NDI, “Final Report on the Tunisian National Constituent Assembly Elections,” February 17, 2012, https://www.ndi.org/sites/default/files/tunisia-final-election-report-021712_v2.pdf, 19.
- 4 Valentine M. Moghadam, “How Women Helped Shape Tunisia’s Revolution and Democratic Transition,” *Current History* 118, no. 812 (2019): 331—336.
- 5 Julia Clark, Aytuğ Şaşmaz, and Alexandra Blackman, “List Fillers or Future Leaders? Female Candidates in Tunisia’s 2018 Municipal Elections,” Democracy International, July 2018, http://democracyinternational.com/media/Policy%20Brief_Gender.pdf.
- 6 Rajaa Basly, “The Future of Ennahda in Tunisia,” Carnegie Endowment for International Peace, April 20, 2011, <https://carnegieendowment.org/sada/43675>.
- 7 Wolf, *Political Islam in Tunisia*, 45–54.
- 8 L’expérience de la répression a aussi fait rapprocher Ennahda avec des groupes d’opposition gauchistes qui ont également fait face à de sévères mesures de répression exercées par le régime. Wolf écrit, « Une telle coopération inter-idéologique, bien que modeste, a décerné une légitimité supplémentaire à la cause d’Ennahda en Occident puisqu’elle a renforcé son engagement sur la démocratisation et la non-violence ». Ibid., 95–100.
- 9 Ibid., 97–98.
- 10 Entretien avec une dirigeante d’Ennahda à Tunis, le 26 février 2019.
- 11 Wolf, *Political Islam in Tunisia*, 138; and Doris H. Gray, “Tunisia after the Uprising: Islamist and Secular Quests for Women’s Rights,” *Mediterranean Politics* 17, no. 3 (2012): 285–302.
- 12 Basly, “The Future of Ennahda in Tunisia”; and Wolf, *Political Islam in Tunisia*, 137.
- 13 Shadi Hamid, *Temptations of Power: Islamists and Illiberal Democracy in a New Middle East* (New York: Oxford University Press, 2014), 201.
- 14 Groupe de discussion avec des membres féminins d’Ennahda à Tunis, février 2019 ; et entretien avec une dirigeante d’Ennahda à Tunis, février 2019.
- 15 Groupe de discussion avec des membres féminins d’Ennahda à Tunis, février 2019.
- 16 Wolf, *Political Islam in Tunisia*, 85.
- 17 Entretien avec des représentants masculins d’Ennahda dans l’Assemblée Constituante de 2011 à Tunis, le 27 février 2019 ; and Gray, “Tunisia after the Uprising,” 293.
- 18 Entretien avec une dirigeante d’Ennahda à Tunis, février 2019.
- 19 Entretien avec des officiels masculins d’Ennahda à Tunis, février 2019.
- 20 Entretien avec des membres féminins d’Ennahda, mars 2019.
- 21 The Carter Center, *The Constitution-Making Process in Tunisia: 2011–2014*, April 2015, 11, https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace_publications/democracy/tunisia-constitution-making-process.pdf.
- 22 Entretien avec des officiels de NDI en Tunisie à Tunis, mars 2019.
- 23 Nanako Tamaru, Olivia Holt-Ivry, and Marie O’Reilly, “Beyond Revolution: How Women Influenced Constitution Making in Tunisia,” Inclusive Security, June 2018, https://www.inclusivesecurity.org/wp-content/uploads/2018/03/Beyond-Revolution_Constitution-Making-in-Tunisia.pdf.
- 24 Gray, “Tunisia after the Uprising.”

- 25 Groupe de discussion avec les militantes féminines de la société civile à Tunis, février 2019.
- 26 Tamaru, Holt-Ivry, and O'Reilly, "Beyond Revolution: How Women Influenced Constitution Making in Tunisia."
- 27 Entretien avec un membre féminin du "Higher Authority" à Tunis, le 26 février 2019.
- 28 Basly, "The Future of Ennahda in Tunisia"; and Tamaru et al., "Beyond Revolution," 11.
- 29 Entretien avec un membre du "Higher Authority" (non-Ennahda) à Tunis, février 2019 ; entretien avec des officiels masculins d'Ennahda à Tunis, février 2019.
- 30 Tamaru et al., "Beyond Revolution," 40.
- 31 La ligne de fracture laïque-islamiste en Tunisie est renforcée par la présence d'un fossé de classe entre les femmes des classes supérieure et moyenne (laïques) et celles des classes inférieure ou moyenne inférieure (religieuses). Les militants laïques ont été accusés de l'élitisme et d'être trop radicaux. Les militants religieux ont fait généralement plus d'attention aux enjeux socio-économiques et ils ont été plus efficace en accédant les femmes rurales au-delà des villes côtières. Loes Debuysere, "Tunisian Women at the Crossroads: Antagonism and Agonism between Secular and Islamist Women's Rights Movements in Tunisia," *Mediterranean Politics* 21, no. 2 (2016): 226–45; and Monica Marks, "Tunisian Women's Rights Before and After the Revolution," In *The Making of the Tunisian Revolution: Contexts, Architects, Prospects*, edited by Nouri Gana (Edinburgh: Edinburgh University Press, 2013), 224–51. 225.
- 32 Contrairement à d'autres partis, Ennahda a remporté suffisamment de votes dans de nombreuses circonscriptions pour placer ses premiers et deuxièmes candidats. Etant donné que peu de femmes ont été mise dans cette première place (seulement 5% de la liste des candidats qui comptaient 1 600 membres), la plupart des femmes ont été élue d'Ennahda. Monica Marks, "Islamism and Uncertainty: Charting the Future of Women's Rights in Tunisia," *St. Antony's International Review* 7, no. 2 (2012): 120–38. 125.
- 33 "Tunisia's Constitution of 2014," https://www.constituteproject.org/constitution/Tunisia_2014.pdf; The Carter Center, "The Constitution-Making Process in Tunisia," 85; and Monica Marks, "Convince, Coerce, or Compromise?: Ennahda's Approach to Tunisia's Constitution," Brookings, February 2014, <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/Ennahda-Approach-Tunisia-Constitution-English.pdf>.
- 34 Entretien avec des membres féminins d'Ennahda à Tunis, mars 2019.
- 35 Ibid.
- 36 Entretien avec des dirigeantes d'Ennahda à Tunis, février 2019.
- 37 Yasmina Chouakri, "Violence Against Women in Political Parties: Analysis of the Situation in Tunisia," NDI, February 2019, https://www.ndi.org/sites/default/files/02-12-2019_Tunisia%20%281%29.pdf.
- 38 Camille Lafrance, "Tunisie: Quel Héritage pour les Femmes d'Ennahda?" [Tunisia: What heritage for the women of Ennahda?], *Jeune Afrique*, January 15, 2019. <https://www.jeuneafrique.com/mag/702631/politique/tunisie-quel-heritage-pour-les-femmes/>.
- 39 Entretien avec des membres féminins d'Ennahda à Tunis, mars 2019.
- 40 Chouakri, "Violence Against Women in Political Parties"; and interview with male delegate to the Constituent Assembly (non-Ennahda), Tunis, March 1, 2019.
- 41 Entretien avec un dirigeant d'Ennahda à Tunis, le 1 mars 2019.
- 42 Giulia Cimini, "Parties in an Era of Change: Membership in the (Re-)making in Post-revolutionary Tunisia," *The Journal of North African Studies* (2019), <https://doi.org/10.1080/13629387.2019.1644918>.
- 43 Entretien avec un dirigeant d'Ennahda à Tunis, mars 2019.

- 44 Entretien avec un représentant d'Ennahda dans l'Assemblée Constituante de 2011 à Tunis, février 2019.
- 45 Magnus Ohman, "Political Finance and the Equal Participation of Women in Tunisia: A Situation Analysis," International IDEA, August 10, 2016, 24, <https://www.idea.int/sites/default/files/publications/political-finance-and-the-equal-participation-of-women-in-tunisia.pdf>.
- 46 Marie Verdier, "En Tunisie, les femmes ont été trahies" [In Tunisia, women have been betrayed], *La Croix*, October 13, 2019, <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/En-Tunisie-femmes-ete-trahies-2019-10-13-1201053976>.
- 47 Entretien avec un dirigeant d'Ennahda à Tunis, le 1 mars 2019 ; and Carla B. Abdo-Katsipis, "Islamists in Power and Women's Rights: The Case of Tunisia," *Middle East Brief*, August 2017, <https://www.brandeis.edu/crown/publications/middle-east-briefs/pdfs/101-200/meb112.pdf>, et entretien avec des officiels masculins d'Ennahda à Tunis, le 28 février 2019.
- 48 Lafrance, "Tunisie."
- 49 Ibid.